

Le cyclotron Guadeloupe en péril

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD.PICORD@LCG.GP

9 octobre 2020



L'ARS a supprimé à bas bruit le 2e Tep scan prévu par le Plan régional de santé 2018-2023 de Guadeloupe. Selon plusieurs sources concordantes, c'est un coup de Jarnac dont le cyclotron Guadeloupe pourrait ne pas se relever.

Le Centre d'imagerie moléculaire de Guadeloupe (Cimgua) né à l'occasion de l'implantation du cyclotron sur notre territoire a pris un coup de bambou sur la tête. L'agence régionale de santé (ARS) l'a amputé du 2e Tep scan dont il aurait dû être doté, selon le Plan régional de santé (PRS) 2018-2023. PRS publié le 4 juillet 2018. Le 4 février 2020, l'ARS publie un nouvel arrêté qui modifie le Schéma régional de santé. Dans ce nouveau document, le deuxième Tep scan de Guadeloupe disparaît. Raison évoquée de la modification du PRS : augmentation et diversification des autorisations en équipement matériel lourds, scanner et IRM, prise en compte des besoins nécessaires aux affections rénales. Le PRS 2018-2023 du 4 juillet 2018 publie un tableau qui résume les besoins et autorisations

en caméras PEP SCAN. Il s'établit comme suit : -Tep scan prévus au PRS 2018, donc autorisés : deux. Existant sur le territoire (installé au Cimgua) : un. Solde : un. Donc, il en manque un. Le tableau du 4 février 2020 modifie discrètement le nombre d'autorisations et de besoins pour le Tep scan. Au passage, on note un mensonge pernicieux. Le tableau devient - Implantation totale prévue au SRS sur ce territoire : un. C'est faux. Le SRS de 2018 prévoit d'implanter deux. - Tep scan déjà autorisé : 1. La formule - déjà autorisé — se substitue à celle utilisée en 2018 - déjà installé. Bien sûr, le solde devient 0. Le SRS 2018 prévoyait un solde de un. Cette manipulation a été réalisée au nez et à la barbe des collectivités qui ont été consultées par correspondance, le 2 octobre 2019 sur cette modification du PRS. Région, Département et Association des maires ont donné leur aval pour amputer la Guadeloupe du deuxième Tep scan.

| **Structure à l'équilibre**

Le coup réalisé par la directrice de l'ARS, Valérie Denux, est irrévocable. Le PRS 2018-2023 modifié a été publié le 4 février. Délai de recours : deux mois. Il est dépassé. Ce croche-patte n'est pas le premier sur la route du cyclotron Guadeloupe. L'installation de cet outil sur notre territoire - essentiel dans la prévention des cancers - a déjà défrayé la chronique. En 2015, ce cyclotron a donné lieu à un bras de fer entre les autorités de santé et l'exécutif régional de l'époque, Victorin Lurel. Le choix était fait au niveau national, de privilégier la Martinique, de la doter d'un cyclotron afin de rayonner non seulement sur la Martinique, mais aussi en Guadeloupe, en Guyane et excusez du peu, sur la Caraïbe tout bonnement. Cette affaire a attisé une opposition Guadeloupe/Martinique à laquelle François Hollande, chef de L'État, n'a pas pu s'extirper. Venu inauguré le Macte, il avait dû céder la veille, 9 mai 2015, au Hall des sports du Gosier, aux pressions de Victorin Lurel alors président de Région. "L'État autorisera l'installation d'un cyclotron en Guadeloupe", avait concédé le président de la République, devant une population aux anges. Le Cimgua, qui gère le cyclotron a été inauguré le 18 juin 2018. Selon plusieurs sources concordantes, le Centre a atteint l'équilibre en janvier 2020. Il traite en moyenne entre et 11 et 12 patients par jour. Le Cimgua pourrait réaliser davantage d'examens. Alors pourquoi une deuxième Tep scan ?

Perte de chance

Ce deuxième Tep scan servira à la recherche, selon Jean-Paul Fischer. Il permettra d'intervenir dans d'autres secteurs médicaux : la neurologie, l'oncologie, la maladie d'Alzheimer etc. "Le Cimgua deviendrait un outil inestimable pour le nouveau CHU en construction", insiste Jean-Paul Fischer. Sauf que selon plusieurs sources proches du dossier, ni les autorités nationales de santé, ni les Martiniquais n'ont renoncé au projet d'un cyclotron qui rayonnerait depuis la Martinique sur la Guadeloupe et plus loin encore. "Les Martiniquais ont la cardiologie, ils lorgnent l'oncologie. Récupérer le service imagerie nucléaire leur semble une évidence" nous a confié un médecin du CHU. Selon un de ses confrères, "l'émergence du cyclotron Martinique entraîne la mort de celui de Guadeloupe. Le cyclotron Martinique ne peut espérer être viable que s'il récupère le CHU de la Guadeloupe comme client en lui vendant moins cher. Le CHU doit près d'un million d'euros au Cimgua. Acheter moins cher l'intéresse lui, et les autorités de santé. Avant, les Martiniquais devront résoudre les problèmes liés au transport". Plus globalement, poursuit-il " l'objectif de ce tripatouillage c'est créer un seul CHU Guadeloupe/Martinique avec des pôles de spécialisation sur chaque territoire". Et pourquoi pas ? "Parce que cette organisation est calquée sur un modèle continental. Elle est dangereuse pour une île. Lorsqu'on ne dispose pas des outils sur place, il y a forcément des pertes de chance pour le patient. Prendre l'avion n'est pas aussi simple que prendre le train ou la voiture. En cette période, ils sont plus rares entre Martinique et Guadeloupe. La santé ce n'est pas la recherche de la rentabilité à tout prix. Les événements actuels le confirment", assène le médecin.

La Martinique arrive

La Martinique a fait l'acquisition de son cyclotron en juillet 2020. Coût : 2,6 millions d'euros. Le bâtiment destiné à l'accueillir n'est pas construit. Toutefois les choses avancent. Le cyclotron dont s'est dotée la Martinique produit des traceurs d'une période de vie de quatre heures. Les anciens produisaient des traceurs qui ne résistaient qu'une demi-heure. L'ambition de couvrir Guadeloupe, Guyane et... Caraïbe entière, parce que la Martinique est située géographiquement au centre de cette Région pouvait à l'époque prêter à sourire. Grâce aux performances nouvelles de

leur cyclotron, les Martiniquais ont levé ce handicap. Reste à trouver des avions capables de transporter cette marchandise hautement radioactive. Pour l'heure, sur le réseau, seul Air France dispose d'avions capables de s'en acquitter. Cet obstacle est dérisoire aux yeux des promoteurs du cyclotron martiniquais. Leur principal atout : les responsables de santé au plus haut niveau, auprès de qui certains tenants du projet martiniquais sont bien introduits.